

Comité permanent des finances  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Le 4 août 2017

**Objet : Consultations prébudgétaires en vue du budget de 2018**

Chers membres du Comité permanent des finances,

Dépendances & santé mentale d'Ontario (DSMO) représente plus de 220 organismes de santé mentale et de traitement de la toxicomanie en Ontario. À titre de porte-parole de nos membres, nous assurons un leadership et mobilisons des partenaires pour établir un système de santé mentale et de traitement de la toxicomanie qui soit complet et accessible, et améliorer le bien-être des individus, des familles et des collectivités en Ontario.

Nos membres constatent d'eux-mêmes l'incidence de la maladie mentale et de la toxicomanie sur la productivité et sur nos collectivités. Chaque semaine, 500 000 Canadiens doivent s'absenter du travail en raison d'un problème de santé mentale ou de dépendance, et le Conference Board du Canada a estimé que la maladie mentale et les dépendances non traitées coûtent à l'économie canadienne plus de 50 milliards de dollars par année.

Bien que l'incidence nuisible d'une piètre santé mentale sur tous les aspects de la société soit connue, le Canada consacre moins de 7 % des ressources en soins de santé à la santé mentale et au traitement de la toxicomanie. À titre comparatif, le Royaume-Uni y affecte 13 % de ces mêmes ressources et d'autres territoires de compétence comparables, au moins 9 ou 10 %. Les investissements dans les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie constituent des investissements dans une population en meilleure santé, une main-d'œuvre en meilleure santé et une société plus prospère. En fait, on estime que chaque dollar investi dans la santé mentale et le traitement de la toxicomanie permettrait d'économiser 10 \$ en frais de santé et de justice.

Le gouvernement du Canada a démontré son engagement à améliorer les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie. DSMO salue l'approche exhaustive adoptée à ces deux égards dans le cadre du budget de 2017. Ces investissements touchent de nombreux ministères et ciblent des populations aux besoins uniques, telles que les jeunes, les Premières Nations, les Métis et les Inuits, les personnes se trouvant en établissement correctionnel et les anciens combattants. Le gouvernement a aussi manifesté un engagement à l'égard de grands enjeux pressants comme la crise des opioïdes et l'éducation du public relativement au cannabis. DSMO le félicite d'avoir reconnu l'importance vitale des déterminants sociaux de la santé, le logement abordable constituant l'engagement le plus important dans le budget.

DSMO a le plaisir de formuler les recommandations suivantes, qui prendront appui sur les investissements du budget de 2017 du gouvernement et accroîtront la productivité des Canadiens en milieu de travail et dans la collectivité.

180, rue Dundas ouest • Bureau 2002 • Toronto • Ontario • M5G 1Z8  
Téléphone : (416) 490-8900 / 1-800-965-3307 • Télécopieur : 1-866-295-6394  
[www.addictionsandmentalhealthontario.ca](http://www.addictionsandmentalhealthontario.ca)

## **Investir dans nos collectivités**

DSMO se réjouit de voir que le gouvernement fédéral investira 1,9 milliard de dollars dans la santé mentale en Ontario au cours 10 prochaines années. Cet investissement constitue un premier pas critique pour remédier aux inégalités, opérer un redressement des soins offerts en matière de santé mentale et de traitement de la toxicomanie et améliorer l'accès pour ceux qui cherchent de l'aide. Nous recommandons que ces investissements dans les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie soient effectués là où ils auront la plus grande incidence, c'est-à-dire dans la collectivité.

La Commission de la santé mentale du Canada souligne que les décideurs « disposent de vastes données probantes sur la façon de réduire la courbe de coût total. Les investissements dans des programmes fondés sur des preuves qui mettent l'accent sur l'intervention précoce et rapide peuvent contribuer en grande partie à prévenir ou à atténuer l'incidence des maladies au cours de la vie ». Les services communautaires comme les programmes de traitement communautaire dynamique et les équipes de résolution des crises se sont révélés constituer des solutions de substitution économiques à l'hospitalisation, avec de hauts taux de satisfaction de la clientèle. La Commission de la santé mentale a démontré le caractère économique du logement permanent avec services de soutien pour les personnes atteintes de graves troubles mentaux persistants.

Les services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie communautaires sont bien placés pour établir le contact avec un vaste éventail de personnes et possèdent l'expertise et l'expérience nécessaires pour aider les gens aux prises avec de tels problèmes. Une intervention éprouvée, par exemple, consiste à offrir des séances de counseling aux clients qui sont détournés des services d'urgence des hôpitaux. Ce programme est économiquement viable à deux égards : il engendre des économies dans les soins de santé et promeut un retour au travail plus rapide.

DSMO aimerait aussi qu'on l'assure que des investissements par l'intermédiaire de transferts en santé aideront les gens à accéder à des services de traitement de la toxicomanie, ainsi qu'à des services de santé mentale. En fait, ces deux problèmes surviennent souvent en même temps. Les personnes atteintes d'une maladie mentale sont deux fois plus susceptibles de connaître un problème de toxicomanie que la population générale. Au moins 20 % de celles qui en sont atteintes ont un problème de consommation concomitant. Pour que les services répondent vraiment aux besoins des clients, les augmentations du financement en santé mentale doivent aussi soutenir les services qui ciblent les dépendances.

## **S'associer aux collectivités autochtones en matière de santé mentale et de traitement de la toxicomanie**

DSMO exhorte le gouvernement fédéral d'adopter une stratégie soutenue visant à satisfaire les besoins des Autochtones en matière de santé mentale et de traitement de la toxicomanie. Nous croyons que ce ne sera possible que si les Autochtones ont davantage de contrôle sur les traitements et les mesures de soutien destinés à répondre à leurs besoins. Le mois dernier, un groupe de professionnels de la santé du nord de l'Ontario a justement exprimé sa frustration quant à l'absence d'une approche réfléchie à

long terme pour régler la crise qui sévit, dans de nombreuses collectivités autochtones, en matière de santé mentale. Le mois dernier, nous avons aussi été encouragés par l'entente négociée entre la Nishnawbe-Aski Nation et les gouvernements fédéral et provincial, qui confère aux Autochtones un plus grand contrôle sur la planification et la prestation de leurs soins de santé.

### **Éviter que la crise des opioïdes continue de dégénérer en Ontario**

Le week-end dernier, la police de Toronto a émis un avis de sécurité publique après que plus d'une vingtaine d'incidents de surdose et quatre décès sont survenus entre le jeudi 27 et le dimanche 28 juillet. La cause soupçonnée est l'héroïne, consommée en association avec du fentanyl. La crise des opioïdes touche des collectivités de tout l'Ontario, et d'autres mesures s'imposent. À ce jour, la province a déjà pris d'importantes mesures consistant notamment à accroître la surveillance de même que l'accès à la naloxone, médicament à employer en cas de surdose. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des investissements dans des traitements et des services qui aideront les personnes aux prises avec un problème de consommation d'opioïdes à mener une vie meilleure.

Les données ne laissent planer aucun doute : avec des mesures de soutien et des services adéquats, les gens peuvent se remettre d'un problème de consommation des opioïdes, et y parviennent. Mais il devient de plus en plus difficile d'accéder à des traitements et à des services. Dans certaines régions de l'Ontario, les gens doivent patienter jusqu'à un an pour le traitement en établissement de leur dépendance.

Le gouvernement fédéral a une occasion d'appuyer l'Ontario dans la mise en place de mesures à un stade plus précoce de la crise, pour éviter qu'elle ne dégénère comme c'est le cas en Colombie-Britannique, et il a déjà engagé ce genre d'investissement dans d'autres provinces.

### **Cibler des investissements du Fonds national pour le logement dans le logement avec services de soutien pour les personnes atteintes de problèmes de santé mentale et de toxicomanie**

Le logement avec services de soutien est crucial pour ceux qui vivent avec des maladies mentales et des dépendances. Des données démontrent qu'il s'agit d'un déterminant essentiel dans la capacité des gens à se rétablir et à mener des vies productives, ainsi que d'un aspect crucial de la transition des Ontariens de l'hôpital vers une vie plus autonome dans la collectivité.

Il y a, c'est bien connu, des lacunes sur le plan du logement avec services de soutien – qui, nous le savons, procure de meilleurs résultats aux Canadiens, réduit l'utilisation des services de santé et des services d'urgence et est essentiel à l'atteinte des objectifs du gouvernement pour une société plus productive.

À Toronto seulement, plus de 10 000 personnes attendent maintenant 5 ans en moyenne pour l'un des 5 000 logements avec services de soutien en santé mentale de la ville. La liste d'attente s'est allongée de 2 000 noms au cours des deux dernières années.

DSMO et ses partenaires ont déterminé qu'il faudrait au moins 30 000 logements avec services de soutien de plus, dans les 10 prochaines années, pour remédier aux importants délais d'attente et aux obstacles à l'accès en Ontario. Par l'intermédiaire du Fonds national pour le logement, le gouvernement fédéral a l'occasion d'améliorer de beaucoup l'accès au logement et aux mesures de soutien, ce qui aidera les gens à mener une vie autonome de qualité dans la collectivité.

Nous sommes heureux de pouvoir participer aux consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances. DSMO et ses 220 membres se réjouissent de travailler avec vous à la création d'une société plus productive et plus prospère en meilleure santé. Si vous avez des questions ou pour obtenir des précisions, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Veillez agréer nos sincères salutations,

Gail Czukar, PDG

Dépendances & santé mentale d'Ontario